

Définir le cap pour une Europe sociale: un changement de politique maintenant

Les revendications de l'ÖGB auprès de la présidence autrichienne du Conseil de l'UE

Résolution du comité exécutif fédéral de l'ÖGB

Motion proposée au congrès fédéral de l'ÖGB

28 mars 2018

Contenu

Définir le cap pour une Europe sociale: un changement de politique maintenant	3
Critères d'évaluation pour la présidence du Conseil de l'UE	5
Oui à la subsidiarité, mais appliquée correctement: une Europe qui protège les travailleurs.....	5
Lutter résolument contre le dumping salarial et social	5
Pour un solide socle européen des droits sociaux: de la proclamation à l'action	6
Numérisation et «travail 4.0»: lancement d'initiatives pour un livre blanc sur l'avenir du travail et répartition équitable des profits de la numérisation.....	7
L'UE après le Brexit: tirer les bonnes leçons, placer les travailleurs au cœur de l'action.....	8
Réforme de l'UE: approfondissement de l'Union économique et monétaire (UEM)	8
Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.....	9
Forger une politique commerciale européenne et internationale équitable	10

Définir le cap pour une Europe sociale: un changement de politique maintenant

Au second semestre 2018, l'Autriche reprendra la présidence du Conseil de l'UE pour la troisième fois. Il s'agira de la dernière présidence avant les élections au Parlement européen au cours de laquelle il sera possible d'avancer sur des questions importantes.

L'ÖGB jugera le gouvernement autrichien sur ses actes. Nous attendons du gouvernement qu'il prenne au sérieux le mot d'ordre de sa présidence («Une Europe qui protège») et qu'il prenne les mesures appropriées pour préserver les conditions de vie et de travail des citoyens de l'UE, dans un contexte européen qui reste marqué par de profondes incertitudes:

- Pour une Europe qui ne se désengage pas de la politique sociale sous couvert de «subsidiarité», mais qui protège ses citoyens par des normes sociales élevées et assure enfin le rapprochement de l'Union du point de vue social et économique («convergence»).
- Pour une Europe protégeant les travailleurs contre un dumping social et salarial déloyal et disposant d'une puissante «Autorité européenne du travail» qui permette de mener une lutte transfrontière contre de telles pratiques.
- Pour une Europe qui n'envisage pas la numérisation qu'en des termes économiques et techniques, mais qui s'assure que les bonnes conditions de travail et de revenu tout comme la protection contre des formes de travail de plus en plus précaires fassent partie intégrante de la stratégie numérique de la Commission européenne.
- Pour une Europe qui soutienne un pilier social fort pour faire contrepoids aux libertés économiques du marché unique et qui ne mette pas en péril les normes sociales élevées en vigueur en Autriche sous prétexte de lutter contre la «surréglementation».
- Pour une Europe qui voie dans le «Brexit» l'opportunité d'un changement de politique et qui protège l'Union d'une concurrence à la baisse avec le Royaume-Uni en ce qui concerne les normes sociales et fiscales.
- Pour une Europe qui, dans le cadre de l'approfondissement de l'Union économique et monétaire, mette l'accent sur une politique économique équilibrée axée sur l'emploi et le bien-être, sur une redistribution équitable et sur un système de sécurité sociale solide. Pour ce faire, il est essentiel d'accorder aux pouvoirs publics une plus grande marge de manœuvre budgétaire en ce qui concerne les investissements axés sur l'avenir («règle d'or»).
- Pour une Europe qui protège ses citoyens de manière efficace contre les répercussions négatives du dumping fiscal ainsi que de la fraude et de l'évasion fiscales, et qui corrige fondamentalement la trajectoire de la politique commerciale.

Le pacte pour la subsidiarité annoncé dans le programme du gouvernement laisse craindre que les priorités de la présidence autrichienne du Conseil iront plutôt dans le sens opposé. On n'y trouve aucune indication que les normes sociales seront renforcées au sein de l'UE.

Un retrait de l'Europe sociale mené sous la bannière idéologique de la lutte contre la surréglementation n'implique toutefois aucune protection pour les travailleurs. Une telle politique nuit aux intérêts des travailleurs en Autriche et ailleurs en Europe et accentue les disparités au sein de l'UE.

La présidence autrichienne de l'UE doit réorienter l'Europe vers une convergence sociale et économique qui bénéficie à l'ensemble des citoyens.

Par conséquent, l'ÖGB et les syndicats européens revendiquent un pacte social qui regroupe les initiatives les plus importantes en faveur d'un changement de cap de la politique économique et sociale au sein de l'UE et qui corrige enfin le défaut de construction fondamental de l'Union: la subordination des droits sociaux fondamentaux aux libertés économiques, à laquelle il faut enfin mettre un terme. Cette clarification doit être introduite dans le cadre d'un protocole sur le progrès social, qui doit être intégré dans le droit primaire de l'UE.

Critères d'évaluation pour la présidence du Conseil de l'UE

Concrètement, l'ÖGB a transmis huit critères d'évaluation thématiques au gouvernement fédéral autrichien dans la perspective de la présidence autrichienne du Conseil de l'UE en 2018. Sur la base des exigences qu'ils définissent, nous jugerons si le gouvernement fédéral œuvre également dans la pratique en faveur d'une «Europe qui protège»:

Oui à la subsidiarité, mais appliquée correctement: une Europe qui protège les travailleurs

En accord avec la définition correcte du terme «subsidiarité», il convient de mettre enfin un terme à l'immixtion disproportionnée et contraire à la législation européenne des institutions de l'UE dans les questions relevant de la législation nationale et des droits sociaux fondamentaux. Cela vaut notamment pour l'interférence de la Commission européenne dans la politique autrichienne des pensions et pour les initiatives en lien avec le droit européen des sociétés, qui mettent régulièrement en danger les normes élevées de l'Autriche en matière de codétermination (voir l'exemple le plus récent de la «société unipersonnelle»).

Les revendications de l'ÖGB:

- Le principe de subsidiarité ne doit pas être utilisé comme prétexte pour demander un retrait de l'Union des questions de politique sociale. Le traité sur l'UE appelle explicitement à l'amélioration des conditions de vie et de travail et à leur mise en convergence au sein de l'UE sur la voie du progrès. Par conséquent, l'UE doit continuer d'élaborer des normes sociales au niveau le plus élevé possible pour l'Union dans son ensemble, qui ne doivent cependant, en aucun cas, mener à un abaissement des normes nationales plus élevées (clause de non-régression).
- L'exigence de ramener les normes nationales (dans ce cas, autrichiennes) au niveau des normes européennes, telle qu'exprimée dans le cadre du débat sur la présumée surréglementation, ignore complètement le rôle des normes minimales européennes. Considérer que les directives européennes fixent pour ainsi dire un niveau maximal entraînerait une baisse des niveaux de protection sociale autrichiens, ce qui serait complètement inacceptable.
- Sous les titres «Meilleure réglementation» et «REFIT», et sous le couvert d'une «réduction des charges administratives», la Commission européenne poursuit depuis des années une stratégie systématique de simplification de la législation. Cette révision de la législation européenne doit toutefois améliorer les conditions de vie et de travail des citoyens et ne pas viser uniquement l'objectif de la compétitivité.
- Au lieu d'un «pacte pour la subsidiarité», l'Europe a besoin d'un pacte social européen global, dont l'élément central serait un protocole sur le progrès social devant garantir que les droits sociaux au sein de l'UE ne seront plus subordonnés aux libertés du marché intérieur.

Lutter résolument contre le dumping salarial et social

Il convient de lutter efficacement contre l'accroissement dramatique du dumping salarial et social au sein du marché intérieur européen. Sans cela, la confiance des travailleurs en l'UE continuera

à baisser. Les chiffres actuels sont alarmants. Dans les régions frontalières, jusqu'à 61 % des entreprises de détachement étrangères pratiquent le dumping salarial, l'exception ayant de plus en plus tendance à devenir la règle. Dans la plupart des cas, les amendes administratives relatives au dumping salarial et social ne peuvent pas être imposées par-delà les frontières.

Les revendications de l'ÖGB:

- L'Autorité européenne du travail proposée doit être établie le plus rapidement possible en tant qu'agence indépendante dotée de la personnalité juridique. Il doit en outre s'agir d'une «autorité de protection du travail», qui doit se focaliser sur la lutte contre le dumping salarial et social transfrontière et sur l'imposition d'amendes et de sanctions à l'encontre des entreprises de détachement ayant recours à des pratiques frauduleuses.
- L'Autriche serait le siège tout indiqué pour accueillir cette nouvelle Autorité, en raison précisément de sa législation exemplaire pour l'Europe en matière de dumping salarial et social et de son rôle historique de «pôle» de la mobilité professionnelle. Le gouvernement fédéral devrait agir avec fermeté auprès de Bruxelles pour s'assurer que l'Autorité du travail sera établie en Autriche.
- Le principe de l'égalité de rémunération pour un travail égal effectué au même endroit doit enfin être mis en œuvre dans la pratique et dans tous les secteurs. À cet égard, la législation autrichienne contre le dumping salarial et social devrait servir de référence pour une nouvelle directive européenne imposant aux États membres de lutter dans toute l'Europe contre le dumping salarial et social. Dans le même temps, il faut mettre un terme à la concurrence déloyale par rapport aux cotisations de sécurité sociale des travailleurs détachés.

Pour un solide socle européen des droits sociaux: de la proclamation à l'action

L'UE et ses États membres doivent garantir un ensemble exhaustif de droits et de normes de protection des travailleurs. Il convient de mettre un terme au nivellement par le bas. Le «socle européen des droits sociaux», qui a été solennellement proclamé au sommet social de Göteborg en novembre 2017, constitue un premier pas dans la bonne direction. Il doit être mis en œuvre au moyen de règlements contraignants sous l'égide de la présidence autrichienne, afin de garantir que les travailleurs et les personnes au chômage en bénéficieront concrètement.

Les revendications de l'ÖGB:

- La mise en œuvre du socle social exige un programme d'action sociale ambitieux de la part de la Commission européenne, qui doit inclure une feuille de route concrète pour la réalisation des différentes mesures à l'échelon européen et national tout en associant résolument les partenaires sociaux.
- L'élaboration de normes minimales applicables à l'échelle de l'Union concernant les systèmes d'assurance chômage contribuerait de manière significative au renforcement de la convergence sociale. Les niveaux de protection plus élevés en vigueur dans différents pays européens ne doivent pas être revus à la baisse.

- Il y a lieu de promouvoir les systèmes de partenariat social et la négociation collective dans les États membres, de sorte que les conventions collectives et les niveaux de salaire minimum couvrent le plus de travailleurs et d'entreprises possibles.
- Nous voulons des normes minimales ambitieuses, telles qu'une nouvelle stratégie européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes, qui doit être évaluée sur une base annuelle, et une stratégie pour la santé et la sécurité au travail. Nous demandons également l'extension des normes en matière de participation et de codétermination des travailleurs au sein des entreprises qui sont régies par le droit européen et exercent leurs activités dans un contexte international.

Numérisation et «travail 4.0»: lancement d'initiatives pour un livre blanc sur l'avenir du travail et répartition équitable des profits de la numérisation

Une Europe numérique ne peut constituer une plus-value pour les travailleurs que si le cadre juridique et politique est défini à un stade précoce. Malheureusement, sous leur forme actuelle, les mesures de la Commission européenne en relation avec le marché unique numérique sont partiales car elles se concentrent dans une large mesure sur l'aspect technique et font la part belle aux questions économiques. Le gouvernement fédéral doit donc militer expressément pour que la dimension sociale bénéficie d'une même attention dans le débat sur la numérisation et lancer une initiative en faveur d'un livre blanc sur l'avenir du travail durant sa présidence.

Les revendications de l'ÖGB:

- L'UE doit établir une stratégie en faveur de la transition numérique qui prévoit des conditions de travail de qualité, une sécurité sociale et des salaires équitables. Les mesures nécessaires devraient être définies dans un livre blanc sur l'avenir du travail.
- La concurrence ruineuse entre les États membres en ce qui concerne les sites d'implantation doit être prévenue au moyen d'un nouveau cadre européen en matière de numérisation, y compris en vue d'une taxation juste des profits de la numérisation. L'Europe a besoin d'une directive européenne pour la régulation de l'économie de plateforme, afin de créer des droits et une sécurité sociale exécutoires pour les microtravailleurs («*crowdworkers*»).
- L'UE et les États membres doivent, en concertation avec les partenaires sociaux, développer des stratégies sur la manière d'adapter le champ d'application des normes du droit du travail et du droit social aux conditions d'un monde du travail numérisé, en prévoyant notamment une couverture sociale légale d'un niveau approprié pour tous les travailleurs, y compris ceux actifs dans les nouvelles formes d'emploi.
- Les nouveaux modèles d'entreprise numérique dont la stratégie principale est de contourner et d'éviter les règles et/ou taxes existantes ne constituent pas une innovation et devraient être interdits en Europe.

L'UE après le Brexit: tirer les bonnes leçons, placer les travailleurs au cœur de l'action

Le vote sur la sortie du Royaume-Uni de l'UE doit être perçu comme un signal d'alarme et une mise en garde. Il symbolise l'échec d'un modèle européen par trop axé sur les principes de libéralisme économique qui sous-tendent le marché unique. Il a été précédé par des décennies de politiques économiques erronées, de politiques d'austérité, d'interventions dans les systèmes sociaux et de pressions sur les salaires.

Les revendications de l'ÖGB:

- Le gouvernement fédéral autrichien doit s'assurer que les négociations actuelles sur le Brexit ne seront pas limitées à une discussion sur la forme future des relations commerciales entre l'UE et le Royaume-Uni. Elles doivent également se pencher sur l'avenir de l'UE elle-même. Les intérêts des travailleurs tout comme les objectifs sociaux et économiques doivent devenir une priorité politique.
- En ce qui concerne l'accès au marché unique européen, l'accord sur la relation future entre l'UE et le Royaume-Uni ne doit pas permettre des «choix à la carte». Des mécanismes contraignants et efficaces sont nécessaires pour contrer les avantages concurrentiels injustes dus aux conditions fiscales, sociales, environnementales et réglementaires.
- Le Royaume-Uni doit par conséquent maintenir la législation européenne existante, en particulier dans les domaines des questions sociales, du droit du travail, de la santé, de l'environnement, de la protection des consommateurs, des aides d'État, etc., et rester membre de la convention européenne des droits de l'homme.
- Des accords comme l'accord de libre-échange basé sur le modèle de l'AECG doivent être rejetés étant donné que les droits susmentionnés ne seraient pas suffisamment protégés. Tout accord sur la relation future entre l'UE et le Royaume-Uni doit garantir une application effective de la réglementation (comme c'est le cas avec la CJUE et la Cour AELE).

Réforme de l'UE: approfondissement de l'Union économique et monétaire (UEM)

Les propositions pour le développement futur de l'Union économique et monétaire qui sont discutées dans le cadre du débat sur l'avenir de l'UE maintiennent l'orientation néolibérale (dérégulation, libéralisation, coupes dans les dépenses) de la politique économique. Au lieu de continuer la politique économique actuelle de l'UE, la présidence autrichienne doit insister sur des réformes fondamentales de la politique européenne: la lutte contre le chômage et l'objectif du plein emploi doivent faire partie du cadre juridique de l'UEM.

Les revendications de l'ÖGB:

- La règle d'or pour les investissements publics afin d'amortir les effets de la crise: l'ÖGB exige l'introduction d'une règle d'or en matière d'investissement, qui élargirait la marge de manœuvre budgétaire pour les investissements publics en assouplissant les règles budgétaires.

- Du point de vue de l'ÖGB, la conversion du mécanisme européen de stabilité (fonds de sauvetage) en un fonds monétaire européen n'a guère de sens tant que les mesures de réglementation et de prévention des crises qui s'imposent de toute urgence dans le secteur bancaire et financier n'ont pas été prises.
- Aucune subvention du budget européen ne devrait être accordée aux réformes structurelles préjudiciables aux travailleurs qui ont comme objectif la libéralisation du marché du travail: l'ÖGB rejette la création d'un nouvel instrument budgétaire pour le soutien et la promotion des réformes structurelles dans les États membres.
- L'ÖGB s'oppose à une assurance chômage au niveau de l'UE en tant que «fonds de réassurance» pour les assurances chômage nationales, parce que cela constituerait une importante interférence dans l'organisation de l'assurance chômage et de la politique du marché du travail, tandis que l'effet de stabilisation ne serait que minime. Tout financement par les travailleurs des pays où le niveau de chômage est relativement faible doit être rejeté, parce que les acteurs qui sont à l'origine des crises comme le secteur financier seraient alors exemptés de toute contribution.

Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales

La lutte contre la fraude et l'évasion fiscales doit être une priorité européenne conjointe. Il faut mettre un terme à la concurrence néfaste menant au dumping en matière d'impôts sur les sociétés, qui enclenche en fin de compte une spirale sociale et fiscale à la baisse. Le fait que de nombreuses entreprises en ligne en Autriche ne disposent pas de locaux permanents et ne paient donc pas de taxes sur les bénéfices dans le pays, ou les minimisent en pratiquant une «planification fiscale agressive», provoque d'importantes distorsions à la concurrence.

Les revendications de l'ÖGB:

- L'introduction d'une taxe sur les transactions financières. Il faut lutter contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux au moyen d'une coordination internationale. Aucun fonds européen ne doit être versé à des entreprises qui sont enregistrées ou actives dans des paradis fiscaux ou pratiquent le dumping social.
- Les entreprises «boîtes aux lettres»: divulgation de l'identité des bénéficiaires effectifs ou des bénéficiaires dans un registre international.
- La déclaration pays par pays, une coopération internationale accrue des autorités fiscales ainsi que l'élaboration de listes noires et l'imposition de sanctions efficaces à l'encontre des pays qui ne disposent pas de structures transparentes et ne respectent pas les normes de l'OCDE.
- L'intégration du concept du lieu d'implantation des entreprises numériques dans le droit fiscal européen afin d'empêcher les compagnies de l'internet d'éviter de payer des impôts.
- La suppression de l'unanimité au Conseil en ce qui concerne les questions fiscales pour permettre à l'UE d'agir en faveur de la justice fiscale.

Forger une politique commerciale européenne et internationale équitale

Le commerce extérieur peut augmenter la prospérité et doit être soutenu. Cependant, la politique commerciale actuelle qui met l'accent sur la libéralisation, la déréglementation et la compétitivité des prix a donné lieu en partie à l'émigration et accru la pression sur les travailleurs. Les autres conséquences, en particulier pour les femmes, sont un accroissement des inégalités et du travail précaire, la baisse des salaires et une dégradation des conditions de travail.

Les revendications de l'ÖGB:

- Au lieu d'«accords de libéralisation», la politique commerciale a besoin d'un changement de trajectoire fondamental: il lui faut un cadre pour le commerce qui bénéficie également aux travailleurs et à l'environnement et ne compromet pas les démocraties des pays participants.
- L'ÖGB rejette les dispositions en matière de protection des investisseurs dans les accords commerciaux et d'investissement de l'UE au niveau multilatéral qui permettent aux entreprises d'entamer des poursuites judiciaires à l'encontre des États en vue d'être indemnisées. Des voies de recours efficaces pour les travailleurs contre les violations des droits humains par les entreprises sont essentielles.
- La coopération réglementaire comporte des risques importants. Des exceptions doivent être prévues en ce qui concerne les règlements régissant des domaines sensibles qui doivent être protégés, comme par exemple la santé, les consommateurs (en particulier la protection des données), les normes de travail et l'environnement, ainsi que certains secteurs (comme les produits chimiques et pharmaceutiques et le secteur alimentaire) et thèmes (tels les organismes génétiquement modifiés, les hormones, les antibiotiques ou les questions vétérinaires). Le principe de précaution doit être fermement établi dans les accords commerciaux.
- Les services publics n'ont pas leur place dans les accords de commerce et d'investissement. Par conséquent, il faut exempter totalement les services publics et les marchés publics, y compris les concessions, des accords commerciaux.